

Unité bidépartementale de la Charente  
et de la Vienne

Poitiers, le 14 août 2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 7 août 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Grand Poitiers Communauté Urbaine (GPCU)**

Hôtel de Ville, 15 place du Maréchal Leclerc  
86000 Poitiers

Références : 2025 988 UbD16-86 Env86

Code AIOT : 0007201205

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 7 août 2025 dans l'unité de valorisation énergétique exploitée Grand Poitiers Communauté Urbaine (GPCU) implantée 1 rue Edouard Branly 86000 Poitiers. L'inspection a été annoncée le 17 juillet 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Grand Poitiers Communauté Urbaine (GPCU)
- 1 rue Edouard Branly 86000 Poitiers
- Code AIOT : 0007201205
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Grand Poitiers communauté urbaine est autorisée, par arrêté préfectoral du 6 décembre 1982 puis du 2 août 2004 modifié, à exploiter une installation d'incinération de déchets non dangereux, avec production de chaleur, d'une capacité de 50 000 t/an. L'installation traite des déchets ménagers provenant principalement des communes de Grand Poitiers et des communautés de communes

limitrophes. La conduite de l'établissement est opérée depuis le 1<sup>er</sup> avril 2019 par la société IDEX Environnement, sous la responsabilité de l'exploitant.

L'énergie produite par l'incinération des ordures ménagères sous la forme d'eau surchauffée à 180 °C et 18 bars est destinée à alimenter les besoins en chauffage et en eau sanitaire des ZUP des Couronneries et de Saint-Éloi, ainsi que du réseau de distribution de la ZAC.

Un arrêté préfectoral complémentaire a été pris en :

- mai 2024 pour imposer des dispositions en matière de prévention du risque incendie ;
- juillet 2025 pour permettre à l'exploitant de réaliser des stockages de balles d'OM le temps des arrêts techniques programmés des lignes d'incinération.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délai
6	Prévention du risque incendie : entretien	Arrêté ministériel du 20 septembre 2002, article 15	Avec suites, Demande d'action corrective	Avec suites, Demande d'action corrective	3 mois
11	Foudre	Arrêté ministériel du 4 octobre 2010, section III	Avec suites, Demande d'action corrective	Avec suites, Demande d'action corrective	3 mois
13	Stockage de déchets sous forme de balles	Arrêté préfectoral complémentaire du 24 juillet 2025, article 3	/	Avec suites, Demande d'action corrective	1 mois
14	Livraison et réception des déchets	Arrêté préfectoral du 2 août 2004, article 8	/	Avec suites, Demande d'action corrective	3 mois
16	Déclarations sur Trackdéchets	Arrêté ministériel du 21 décembre 2021, article 1	/	Avec suites, Demande d'action corrective	3 mois
21	Déclaration des accidents/incidents	Code de l'environnement, article R. 512-69	/	Avec suites, Demande d'action corrective	
22	Propreté du site	Arrêté préfectoral du 2 août 2004, article 13	/	Avec suites, Demande d'action corrective	1 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux	Arrêté ministériel du 12 janvier 2021, annexe 2.2.2.a	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant
2	Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux	Arrêté ministériel du 12 janvier 2021, annexe 2.2.2.a	Avec suites, Demande d'action corrective
3	Plan de gestion des conditions	Arrêté ministériel du 12	Avec suites, Demande d'action

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
	d'exploitation autres que normales	janvier 2021, annexe 3.5.1	corrective
4	Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté ministériel du 12 janvier 2021, annexe 3.5.2	Avec suites, Demande d'action corrective
5	Prévention du risque incendie : matériels	Arrêté ministériel du 20 septembre 2002, article 15	Avec suites, Prescriptions complémentaires
6	Prévention du risque incendie : entretien	Arrêté ministériel du 20 septembre 2002, article 15	Avec suites, Demande d'action corrective
7	Bruit en ZER	Arrêté ministériel du 2 février 1998, article 47	Avec suites, Demande d'action corrective
8	Système de management environnemental (SME)	Arrêté ministériel du 12 janvier 2021, annexe 2.1	/
9	Investigations environnementales réexamen IED	Arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2023, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective
10	Surveillance rejets : QAL et étalonnage	Arrêté ministériel du 20 septembre 2002, article 27	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant
12	Analyses des PFAS dans les rejets à l'atmosphère	Arrêté ministériel du 31 octobre 2024, article 2	/
15	Déclaration GERE	Arrêté ministériel du 31 janvier 2008, article 1	/
17	État des matières stockées	Arrêté ministériel du 4 octobre 2010, article 49	/
18	Localisation des risques	Arrêté ministériel du 4 octobre 2010, article 48	/
19	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5	/
20	Substance soumise à la procédure de l'Autorisation REACH	Règlement européen du 18 décembre 2006, article 35	/

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu à la quasi-totalité des remarques formulées lors de l'inspection réalisée en 2024. Des actions correctives sont attendues sur les moyens de lutte contre l'incendie ainsi que sur les équipements de protection contre la foudre.

La recherche de solution dans le but de limiter voire supprimer les incidents liés aux détonations de bouteilles de protoxyde d'azote devra être poursuivie. À cet effet, l'exploitant poursuit la notification des incidents à l'inspection et rédige une fiche d'incident BARPI à fréquence annuelle au moins.

Il conviendra enfin de s'assurer de maintenir le site et ses abords dans un état de propreté satisfaisant.

## 2-4) Fiches de constats

### Suites données à l'inspection précédente

#### N° 1 : Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 12 janvier 2021, annexe 2.2.2.a		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suites données à l'inspection précédente		
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] »		
Hg	En continu (5) (6)	Normes EN génériques et EN 14884
[...]		
(5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinq cents heures cumulées sur une année.		
(6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211. [...] »		
<b>Constats :</b>		
<u>Rappel de la demande formulée lors de l'inspection du 19 avril 2024 :</u>  « Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de finaliser les actions indiquant « à faire » dans le PV de réception du 03/04/2024 susmentionné et de transmettre le PV actualisé ainsi que le rapport QAL2 des analyseurs Hg. »  Les rapports QAL2, relatifs notamment à l'étalonnage des analyseurs Hg, pour les lignes A et B ont été transmis par courriel du 23 septembre 2024. Les documents, datés du 26 juin 2024, font suites aux interventions des 21 (ligne B) et 22 mai (ligne A) 2024.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		

#### N° 2 : Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 12 janvier 2021, annexe 2.2.2.a		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suites données à l'inspection précédente		
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] »		

PCDD/PCDF	En semi-continu	Pas de norme EN pour l'échantillonnage à long terme CEN-TS 1948-5 EN 1948-2, EN 1948-3 GA X 43-139
PBDD/PBDF (7)	Une fois tous les six mois	Pas de norme
PCB de type dioxines	Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8)	Pas de norme EN pour l'échantillonnage à long terme, NF EN 1948-2, NF EN 1948-4
	Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9)	NF EN 1948-1, NF EN 1948-2, NF EN 1948-4

[...]

(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS – ITEQ/Nm<sup>3</sup>.

(9) À démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme. »

#### Constats :

Rappel de la demande formulée lors de l'inspection du 19 avril 2024 :

« Il est demandé à l'exploitant de poursuivre l'analyse des PBDD / PBDF en systématique dans les campagnes semestrielles de mesure des rejets atmosphériques. »

Le rapport annuel pour l'année 2024 fait état de mesures en dioxines bromées et en dioxines chlorées en date des 5 mars et 7 novembre 2024.

L'exploitant doit s'assurer de bien réaliser les analyses à fréquence semestrielle des PBDD et PBDF.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 12 janvier 2021, annexe 3.5.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suites données à l'inspection précédente

#### Prescription contrôlée :

« L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :

- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;
- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;
- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.

Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total

de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC. »
<b>Constats :</b> <u>Rappel de la demande formulée lors de l'inspection du 19 avril 2024 :</u> <p>« Il est demandé à l'exploitant, pour la fin du mois de juin 2024, de transmettre tous les justificatifs attestant du respect de la prescription du point 3.5.1 précité de l'Arrêté ministériel du 12 janvier 2021. »</p> <p>L'exploitant a apporté les différents justificatifs attendus, et notamment, le procès verbal de réception ainsi que le certificat de conformité du système de gestion des données environnementales.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 12 janvier 2021, annexe 3.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suites données à l'inspection précédente
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'évaluation périodique consiste en : <ul style="list-style-type: none"> <li>la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ;</li> <li>l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ;</li> <li>la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ;</li> <li>l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire. »</li> </ul>
<b>Constats :</b> <u>Rappel de la demande formulée lors de l'inspection du 19 avril 2024 :</u> <p>« Il est demandé à l'exploitant, pour la fin du mois de juin 2024, de transmettre tous les justificatifs attestant du respect de la prescription du point 3.5.2 précité de l'Arrêté ministériel du 12 janvier 2021. »</p> <p>L'exploitant a confirmé par courriel du 15 mai 2024 que les équipements présents sur les installations lui permettaient de suivre les périodes « OTNOC » et a notamment transmis un plan de gestion pour ces périodes recensant notamment, pour chaque élément, les moyens de détection et les plans de gestion associés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Prévention du risque incendie : matériels**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 20 septembre 2002, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suites données à l'inspection précédente
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'installation est conçue et aménagée de façon à réduire autant que faire se peut les risques d'incendie et à limiter toute éventuelle propagation d'un incendie. L'emploi de matériaux

combustibles est aussi limité que possible. L'arrêté préfectoral d'autorisation précise les prescriptions en la matière. [...] »
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel de la demande formulée lors de l'inspection du 19 avril 2024 :</u></p> <p>« Afin de compléter les prescriptions applicables de l'établissement et pour se conformer à l'arrêté ministériel de 2002, l'inspection propose de prendre un APC pour définir les modalités de maîtrise du risque incendie / ammoniac sur site ainsi que les modalités concernant le confinement des eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>Un projet d'arrêté préfectoral est donc joint au présent rapport. L'exploitant est invité à formuler ses éventuelles remarques sous 15 jours dans le cadre de la procédure contradictoire. »</p> <p>L'arrêté préfectoral complémentaire n° 2024 DCPAT/BE-101 en date du 2 mai 2024 liste en son article 2.1 l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie présent sur le site, dont la présence avait été constatée lors de l'inspection du 19 avril 2024.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Prévention du risque incendie : entretien**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 20 septembre 2002, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suites données à l'inspection précédente
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« [...] L'installation doit être pourvue de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de produits et de déchets entreposés. [...] »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel de la demande formulée lors de l'inspection du 19 avril 2024 :</u></p> <p>« Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>justifier que les anomalies observées dans le rapport UXELLO d'octobre 2023 soient levées ;</li> <li>réaliser un essai de bon fonctionnement des asservissements en cas de détection NH3 et de les réaliser systématiquement lors des vérifications semestrielles ;</li> <li>procéder à la réalisation d'essais de fonctionnement périodiques des systèmes d'aspersion du site et d'en assurer une traçabilité idoine. »</li> </ul> <p>En réponse, l'exploitant a indiqué par courriel du 15 mai 2025 que la réalisation d'essais de fonctionnement périodiques des systèmes d'aspersion du site est inscrite dans les procédures du site. Sont jointes à cette transmission les fiches relatives aux inspections mensuelles de sécurité pour les mois de janvier à avril 2024, qui tracent notamment les tests réalisés.</p> <p>Une action relative au défaut de glissement constaté au niveau de la motopompe a été lancée avec la sélection d'un prestataire et la rédaction d'un plan d'action. Au vu de la période des congés d'été, les interventions seront programmées à la rentrée. L'exploitant indique que ces actions pourront avoir un impact positif sur le besoin hydraulique, qui à ce jour n'est pas en totalité assuré en cas de mobilisation de l'ensemble des moyens.</p> <p>Concernant les tests en réel des canons mousse afin de mesurer leur débit et la concentration en émulseur, des réflexions sont en cours afin d'identifier les moyens à mettre en œuvre ainsi que le prestataire qui pourra se charger de conduire ces tests. La mise en œuvre d'un essai est compliquée d'une part par la nécessité de collecter les eaux projetées par les canons, et d'autre part du fait de la concentration très faible en émulseurs dans les eaux récupérées.</p>

Aussi, l'inspection rappelle que les émulseurs fluorés doivent être substitués au plus tard pour la fin de l'année 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de : <ul style="list-style-type: none"> <li>• apporter les actions correctives relativement au défaut de glissement constaté au niveau de la motopompe ;</li> <li>• réaliser les essais pour justifier que les débits du mélange eau / mousse sont bien conformes et répondent au requis en termes de taux d'application ;</li> <li>• justifier que les émulseurs présents sur site, contenant des fluorés organiques (PFAS...), seront bien remplacés par des émulseurs dépourvus de PFAS d'ici la fin de l'année 2025.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Bruit en ZER

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 2 février 1998, article 47
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suites données à l'inspection précédente
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« Les émissions sonores de l'installation respectent les dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. »</i>
<b>Constats :</b> <u>Rappel de la demande formulée lors de l'inspection du 19 avril 2024 :</u> <i>« Il est demandé à l'exploitant, au plus tard pour la fin du mois de septembre 2024, de justifier que l'ensemble des mises en conformité acoustique / phonique ont bien été mises en œuvre (notamment adjonction des pièges à son au niveau des cheminées) et d'apporter la justification de la conformité acoustique en limites de propriété et au niveau de la ZER 4 (par la réalisation de nouvelles campagnes de mesurage acoustique). »</i> <p>Les travaux pour la mise en place de pièges à sons ont été réalisés en septembre 2024. L'exploitant a transmis les documents relatifs à leurs mises en place ainsi qu'un rapport établi suite à l'analyse des niveaux sonores réalisé en octobre 2024 par courriel du 7 octobre 2024. Les résultats des mesures ne mettent pas en évidence de non-conformités.</p> <p>Ces mises en conformité permettent de lever des non-conformités acoustiques qui duraient depuis plusieurs années sans qu'elles n'aient fait l'objet de plaintes du voisinage en ce sens.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Système de management environnemental (SME)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 12 janvier 2021, annexe 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants :</i> <i>[items numérotés de 1 à 28]</i> <i>Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement est</i>

<p>proportionné à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'à l'ampleur des impacts environnementaux potentiels.</p> <p>Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n°1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel de la demande formulée lors de l'inspection du 19 avril 2024 :</u></p> <p>« Il est demandé à l'exploitant, sous 6 mois, de transmettre les éléments justifiant que les items 17, 18 et 19 supra sont respectés et fournir les rapports d'audits internes, d'évaluation et de la dernière revue de direction. Les plans d'actions éventuels en découlant sont également transmis à l'inspection. »</p> <p>Les justificatifs relatifs aux items 17 à 19 ont été transmis par courriel du 15 mai 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Investigations environnementales réexamen IED

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2023, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suites données à l'inspection précédente</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« [...] Conformément aux préconisations du rapport de base sur l'état des sols et des eaux souterraines, l'exploitant effectue [des] investigations complémentaires [...] »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel de la demande formulée lors de l'inspection du 19 avril 2024 :</u></p> <p>« Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• sous 6 mois, le rapport des investigations complémentaires par prélèvement de sols au niveau de la cuve de fioul et de mettre en œuvre si besoin, les recommandations qui viendraient à être formulées ;</li> <li>• sous 3 mois, le protocole finalisé du contrôle quinquennal à mener pour s'assurer de l'étanchéité de la fosse d'ordures ménagères et de préciser l'échéance pour la réalisation de ce contrôle ;</li> <li>• sous 1 mois, les comptes-rendus détaillés des deux dernières vérifications de l'étanchéité de la fosse à lixiviats. »</li> </ul> <p>1° Le protocole finalisé du contrôle quinquennal à mener pour s'assurer de l'étanchéité de la fosse d'ordures ménagères ainsi que les comptes-rendus détaillés des deux dernières vérifications de l'étanchéité de la fosse à lixiviats ont été transmis par courriel du 17 juin 2024. Les investigations pour conclure de façon pérenne à l'étanchéité des fosses devront être poursuivies selon les protocoles mis en place par l'exploitant.</p> <p>2° Le rapport relatif aux investigations complémentaires a été transmis par courriel du 21 octobre 2024. Celui-ci met en évidence « des résultats en HAP et HCT homogènes, ce qui permet d'écarter le doute de suspicion de fuite de la cuve à fioul ».</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 10 : Surveillance rejets : QAL et étalonnage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 20 septembre 2002, article 27</p>
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suites données à l'inspection précédente
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« [...] L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur. [...] »</i>
<b>Constats :</b> <u>Rappel de la demande formulée lors de l'inspection du 19 avril 2024 :</u> <p><i>« Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de transmettre les rapports définitifs concernant les QAL2 qui ont été réalisés sur les AMS en mars 2024 sur les lignes A et B de l'usine d'incinération. L'exploitant précise les éventuelles mises en conformité à réaliser en découlant. »</i></p> <p>Les rapports QAL2 pour les lignes A et B ont été transmis par courriel du 23 septembre 2024. Les documents, datés du 26 juin 2024, font suites aux interventions des 21 (ligne B) et 22 mai (ligne A) 2024.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 4 octobre 2010, section III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suites données à l'inspection précédente
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>Analyse du risque foudre (ARF), étude technique foudre (ETF) et vérifications annuelles en alternant vérification visuelle et vérification complète</i>
<b>Constats :</b> <u>Rappel de la demande formulée lors de l'inspection du 19 avril 2024 :</u> <p><i>« Il est demandé à l'exploitant sous trois mois de :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>réaliser une vérification complémentaire foudre pour les points non vérifiés en 2023 (éléments au niveau de la cheminée et essai fonctionnel du PDA) ;</i></li> <li><i>justifier que toutes les mises en conformité foudre ont été réalisées tant par l'ajout des parafoudres manquants que par la levée des écarts affectés le conducteur du PDA. »</i></li> </ul> <p>Un rapport attestant de la levée des non-conformités en date du 26 mars 2024 a été transmis par courriel du 15 mai 2024.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant indique qu'une vérification complémentaire a été réalisée suite au remplacement d'une tresse de descente de paratonnerre, cette dernière ayant été arrachée dans le cadre des opérations de manutention de déchets au niveau de la plateforme de transit exploitée par Véolia. Celle-ci a de plus été déplacée afin d'éviter tout nouvel arrachage.</p> <p>Le dernier contrôle relatif aux installations de protection contre la foudre a été réalisé en septembre 2024 (contrôle visuel). 2 observations sont relevées, l'une récurrente sur une non-conformité relative à une descente de paratonnerre, l'autre sur la non-conformité des parafoudres au niveau du poste haute-tension. Concernant la première observation, l'exploitant souligne que celle-ci n'est pas liée à une non-conformité, celle-ci pouvant être démontrée au vu de la longueur de l'électrode. Pour la seconde, l'exploitant prévoit le remplacement des parafoudres avant la réalisation du contrôle complet prévu pour septembre 2025.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de justifier de la levée des non-conformités</p>

susmentionnées en transmettant le rapport complet de vérification des équipements de protection contre la foudre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### Constats relatifs à la présente inspection

#### N° 12 : Analyses des PFAS dans les rejets à l'atmosphère

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 31 octobre 2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> fait réaliser une campagne de prélèvements et d'analyses des substances listées au présent article sur chaque point d'émission atmosphérique canalisée résultant du traitement thermique de déchets de l'installation.</p> <p>Cette campagne porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1° Le prélèvement et l'analyse de chacune des substances PFAS listées à l'annexe I au présent arrêté ;</li> <li>2° La mesure du fluorure d'hydrogène (HF) ;</li> <li>3° La mesure des principaux paramètres périphériques associés : débit, teneur en oxygène, température, pression, teneur en vapeur d'eau. »</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'arrêté ministériel du 31 octobre 2024, relatif à l'analyse des substances per – et polyfluoroalkylées (aussi appelées « PFAS ») dans les émissions atmosphériques des installations d'incinération, de co-incinération et d'autres traitements thermiques de déchets, est applicable aux exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques 2770, 2771, 2971, 3520. Cet arrêté ministériel impose de faire analyser la présence de certains « PFAS » dans les rejets atmosphériques.</p> <p>L'établissement apparaît concerné par la troisième échéance de cet arrêté ministériel, conformément à son annexe II (capacité d'incinération de déchets inférieure à 15 t/h). À ce titre, une campagne de prélèvements et d'analyses sur chaque point d'émission atmosphérique canalisée résultant du traitement thermique de déchets de l'installation doit être réalisée avant le 30 avril 2027.</p> <p>Comme précisé à l'article 4 de l'arrêté ministériel précité, les prélèvements doivent être effectués dans des conditions représentatives de l'activité normale de votre installation. Les conditions de fonctionnement de l'installation pendant les prélèvements doivent être consignées dans le rapport d'essais avec la justification de cette représentativité. Aussi, les éléments correspondants devront être transmis au prestataire lors de son intervention sur le site.</p> <p>Par ailleurs, il est rappelé que les prélèvements et analyses des substances concernées par cette campagne doivent être réalisées par des laboratoires ou organismes accrédités pour les prélèvements et les analyses par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) selon la norme XP X 43-126 concernant le prélèvement et analyse de composés per et polyfluoroalkylées (PFAS) semi-volatils polaires, seule norme reconnue pour réaliser des prélèvements de PFAS à l'émission et analyses. Le site <a href="http://www.cofrac.fr">www.cofrac.fr</a> dresse une liste des laboratoires accrédités pour le prélèvement</p>

<p>d'une part, et pour les analyses d'autre part.</p> <p>L'exploitant indique qu'un prélèvement a été réalisé sur la ligne B en août 2024 dans le cadre d'une action nationale de la profession. Le rapport officiel n'est à ce jour pas encore été publié.</p> <p>Afin de mener les analyses susmentionnées, la société Idex indique qu'un marché est en cours au niveau national.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les résultats des analyses des PFAS dans les rejets à l'atmosphère devront faire l'objet d'une déclaration commentée via le site internet GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente), au plus tard deux semaines après réception du rapport d'essais.</p> <p>De plus, l'exploitant transmettra le rapport d'analyse des mesures en PFAS réalisées en août 2024 au niveau du rejet en sortie de la ligne B.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : Stockage de déchets sous forme de balles**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 24 juillet 2025, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>« Pendant les périodes d'arrêt des lignes d'incinération, les déchets stockés hors de la fosse en attendant leur incinération dans l'installation sont conditionnés sous forme de balles protégées par un film polyéthylène garantissant leur étanchéité et l'absence d'odeurs ; l'exploitant est en mesure d'en attester et de démontrer l'efficacité de la solution déployée.</i></p> <p><i>Le conditionnement en balle est réalisé au moyen d'une unité mobile implantée temporairement sur le quai de transfert.</i></p> <p><i>Hors période d'arrêt de l'installation, toute balle percée ou abîmée est incinérée sans délai.</i></p> <p><i>Les zones de stockage des balles sont :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>• Quai de transfert : 40 x 7,5 mètres, environ 630 balles sur 5 rangs</i></li> <li><i>• Quai portes 4-5 : environ 15 x 8 mètres, environ 210 balles sur 5 rangs</i></li> <li><i>• En face des portes du quai : environ 40 x 3,75 mètres, environ 194 balles sur 3 rangs.</i></li> </ul> <p><i>L'exploitant s'assure à tout moment que le volume de déchets constitué par les balles stockées dans le hall de fosse et les déchets en fosse reste dans la limite de la capacité d'entreposage des déchets dans l'installation telle que définie à l'article 5 de l'Arrêté préfectoral du 2 août 2004 susvisé (1 250 m³).</i></p> <p><i>L'exploitant s'assure à tout moment que le volume de déchets constitué par les balles stockées sur le quai de transfert et en face des portes du quai et les déchets présents dans les fosses de regroupement reste strictement inférieur à 1 000 m³. Les zones de stockage sont disposées sur rétention, les eaux sont collectées et dirigées vers les bassins du site : fosse à lixiviats pour la zone en face du quai, bassin de stockage pour les 2 autres. Cette configuration permet également la collecte intégrale des eaux d'extinction en cas d'incendie sur la zone de stockage des balles.</i></p> <p><i>L'exploitant met en place une surveillance permanente en adaptant les rondes du personnel d'exploitation. L'exploitant en conserve la traçabilité.</i></p> <p><i>L'exploitant s'assure que les moyens de lutte contre l'incendie du site permettent une intervention sur les zones de stockage. Au besoin, il les complète avant toute mise en œuvre du conditionnement en balles et du stockage de déchet en balles. L'exploitant tient à disposition de l'Inspection des installations classées les justificatifs de la suffisance des moyens de défense incendie présents.</i></p> <p><i>Tout travail par point chaud à proximité du stockage de balles fait l'objet d'un permis de feu avec une ronde post travaux conformément aux exigences réglementaires en vigueur. »</i></p>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>L'exploitant indique que la mise sous balle des déchets n'a pas débuté, une première campagne pourrait être réalisée dans les prochaines semaines. L'ensemble des zones de stockages sont sur des plateformes étanche connectées aux différents bassins collectant les eaux du site dont le caractère étanche a été vérifiée (permet le confinement des eaux d'extinction d'incendie). Le logiciel de suivi des rondes doit prochainement être mis à jour afin d'y intégrer ces stockages.</p> <p>La zone située au niveau du quai de transfert est couverte par les 2 canons à eau/ mousse (situé en hauteur de part et d'autre de la fosse) ainsi que par 2 RIA (au sol, de part et d'autre de la fosse). Les deux RIA sont aux dires de l'exploitant en mesure d'attaquer un éventuel départ de feu de la plateforme en face des portes du quai. Le jour de l'inspection, des opérations de chargement/déchargement n'ont pas permis de visualiser les RIA.</p> <p>La dernière zone, au niveau du quai de transfert, est couverte par un RIA et ainsi que par un poteau incendie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra veiller à ce que les RIA situés au niveau de la fosse restent simultanément mobilisables à tout instant afin de pouvoir intervenir sur les différents stockages et notamment pour permettre d'attaquer un feu par deux directions opposées y compris lors des opérations de déchargement sur les quais.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 14 : Livraison et réception des déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 2 août 2004, article 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant prend toutes les précautions nécessaires en ce qui concerne la livraison et la réception des déchets dans le but de prévenir ou de limiter dans toute la mesure du possible les effets négatifs sur l'environnement, en particulier la pollution de l'air, du sol, des eaux de surface et des eaux souterraines, ainsi que les odeurs, le bruit et les risques directs pour la santé des personnes.</p> <p>L'exploitant détermine la masse de chaque catégorie de déchets avant d'accepter de les réceptionner dans l'installation d'incinération.</p> <p>Un équipement de détection de la radioactivité doit permettre le contrôle des déchets admis.</p> <p>Les déchets non dangereux à traiter doivent être déchargés dès leur arrivée à l'usine dans une fosse étanche permettant la collecte des eaux d'égouttage.</p> <p>L'installation doit être équipée de telle sorte que l'entreposage des déchets et l'approvisionnement du four d'incinération ne soit pas à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'aire de déchargement des déchets non dangereux doit être conçue pour éviter tout envol de déchets et de poussières ou écoulement d'effluents liquides vers l'extérieur.</p> <p>Si les déchets sont susceptibles de ne pouvoir être traités vingt-quatre heures au plus tard après leur arrivée par l'installation d'incinération, la fosse doit être close et devra être en dépression lors du fonctionnement des fours : l'air aspiré doit servir d'air de combustion afin de détruire les composés odorants. Le déversement du contenu des camions doit se faire au moyen d'un dispositif qui isole le camion de l'extérieur pendant le déchargement ou par tout autre moyen conduisant à un résultat analogue. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un protocole de déchargement qu'il transmet pour validation annuellement aux « gros apporteurs ». Un protocole simplifié a été établi pour les « petits apporteurs », qui</p>

<p>peuvent également être invités à participer avec leur équipe à une visite des installations.</p> <p>L'exploitant indique que la pesée des camions est réalisée en automatique. Les camions transitent par des portiques de mesures de radioactivité à leur entrée et à leur sortie du site. En cas de détection, un nouveau passage est réalisé et si le déclenchement se confirme, un prestataire est contacté afin de localiser et de caractériser la source d'émission.</p> <p>Le contrôle des portiques radioactivité a été réalisé le 28 juillet dernier par la société Bertin Technologie. Il est noté 2 non-conformités au niveau des reports d'alarmes BVS300, en extérieur sur le portique d'entrée, et au niveau du local baie informatique pour la sortie. L'exploitant indique que le matériel a été commandé afin de procéder au remplacement des blocs. Dans l'attente, il rappelle qu'en cas de détection, une l'alarme sonore en local donne l'alerte. En outre, toute détection entraîne le blocage du système de pesée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra veiller à procéder à la levée des non-conformités relatives aux portiques de détection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 15 : Déclaration GEREP

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 31 janvier 2008, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Émissions et transferts de polluants et de déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Le ministre en charge des installations classées établit un registre des émissions de polluants et des déchets afin de promouvoir l'accès du public à l'information, faciliter sa participation au processus décisionnel en matière environnementale et contribuer à la prévention et à la réduction de la pollution de l'environnement. [...] »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La déclaration sur Gerep a été finalisée le 24 mars 2025.</p> <p>Interrogé sur la consommation d'eau du site (environ 10 000 m<sup>3</sup> en 2024, cohérente avec la consommation annuelle du site déclarée dans le dossier de réexamen IED WT au titre de l'année 2019), l'exploitant indique que l'eau est utilisée pour le refroidissement des mâchefers lorsque les bassins récupérant les eaux pluviales sont vides, mais que le poste principal (80 à 100 % selon les années) est dû à l'injection de lait de chaux afin de capter les acides dans les fumées. L'exploitant projette de passer à un traitement par chaux sèche, ce qui nécessite de changer la technologie de chaux ainsi que le mode d'injection dans le process. Cette modification permettra également de limiter les interventions humaines, les buses pour le lait de chaux faisant l'objet d'un nettoyage quotidien, mais aussi de supprimer le stockage d'acide chlorhydrique destiné au lavage des équipements. Ce nouveau traitement pourrait être mis en place d'ici la fin de l'année.</p> <p><b>L'exploitant adresse à l'inspection un porter à connaissance précisant les modalités de cette modification et les gains induits en consommation d'eau et en matière de gestion de la ressource en interne site.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 16 : Déclarations sur Trackdéchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 21 décembre 2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Suivi des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« Le traitement de données à caractère personnel créé par l'article R. 541-45 du code de l'environnement et dénommé « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets » a pour finalité principale la traçabilité des déchets dangereux et des déchets contaminés par des polluants organiques persistants. Il a pour finalité secondaire la réalisation d'opérations statistiques. »</i>
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un SIRET unique qui regroupe sur trackdéchets l'UVE, l'ensemble des déchetteries, mais aussi les envois de déchets dangereux ou de DASRI. Ainsi, les tonnages relatifs à des déchets d'amiantes visible sur le compte trackdéchets de Grand Poitiers correspondent principalement aux apports sur la déchetterie de Saint-Nicolas, mais aussi à des évacuations de dépôts sauvages. Il n'est donc pas possible à partir des déclarations dans trackdéchets de connaître la provenance ou la destination des déchets dès lors qu'il s'agit d'un site de Grand Poitiers (même SIRET rattaché à plusieurs sites, par exemple 5 rue du Chanoine Duret et 84 rue des Carmélites sont rattachés au SIRET 200069854000020 et aucun de ces deux sites ne correspond à l'UVE de Poitiers). Sur le registre entrant, il est également relevé que la quantité des déchets entrants n'est pas renseignée par l'émetteur.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Afin d'assurer une traçabilité satisfaisante des déchets, l'inspection informe l'exploitant que chaque installation devrait être gérée comme un établissement distinct avec un SIRET ad hoc et avoir un compte Trackdéchets qui lui est propre.  L'exploitant devra veiller à ce que les déclarations soient complètes, et permettent d'identifier précisément l'installation objet de la déclaration.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 17 : État des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 4 octobre 2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Connaissance des risques et des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...] Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires. »</i>
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un état des stocks mis à jour quotidiennement la nuit. Cet état des stocks, disponible informatiquement à distance, recense notamment les volumes stockés de chaux solide, d'ammoniaque liquide, d'azote, de propane, de grenaille et de sels adoucisseurs. Cet état des

stocks peut donc facilement être généré et transmis en cas de besoin.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 18 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 4 octobre 2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Connaissance des risques et des installations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. [...] »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que plusieurs plans sont intégrés au plan d'urgence, et présente les plans suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• plan des zones de manipulation des produits dangereux ;</li> <li>• plan des zones à risques d'atmosphère explosive (ATEX) ;</li> <li>• plan de localisation des locaux électriques ;</li> <li>• plan des moyens de lutte contre l'incendie (3 poteaux incendies, 2 canons, réserve d'eau et groupe incendie équipé de 3 raccords pompiers, extincteurs et RIA) ;</li> <li>• plan stockage de gaz ;</li> <li>• plan de stockage de produits dangereux ;</li> <li>• plan des vannes de barrage (en cas d'incendie ouverture de la vanne V5 pour surverse du bassin de 200 m<sup>3</sup> vers le bassin de 400 m<sup>3</sup>).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 19 : Mesures de maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH : Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« [...] 5. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p> <p>b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;</p> <p>c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32. [...] »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Chaque stockage est associé à une fiche de données de sécurité simplifiée rappelant les risques associés au produit, les précautions à prendre pour sa manipulation ainsi que la conduite à tenir en cas d'incident/d'accident. Des tableaux rappelant les incompatibilités entre produits sont également affichés dans les zones de stockage.</p> <p>Lors de l'inspection, il est consulté la FDS relative au produit Codex Fluide G15 (lubrifiant de maintenance), datée du 21 novembre 2012. La FDS précise que :</p>

- le stockage doit se faire dans un endroit sec et aéré, à l'abri du soleil ;
- la manipulation du produit nécessite de porter des gants et des lunettes ;
- en cas d'exposition, l'opérateur doit pouvoir se rincer ;
- en cas de départ de feu, il convient de l'attaquer avec un extincteur mousse, poudre ou CO<sub>2</sub> ;

Bien que la présence du produit n'ait pas été relevée au sein de l'atelier, il a été constaté que :

- l'ensemble des produits de maintenance sont stockés dans une armoire spécifique spéciale au sein de l'atelier ;
- des panneaux rappellent l'obligation de porter les équipements de protections nécessaire en cas de manipulation de produits dangereux ;
- des douches et rince œil fixent et portables sont disponibles en divers endroits du site, et notamment à proximité de l'atelier et des zones de stockages ;
- des extincteurs à poudre sont disponibles à proximité de l'atelier ainsi qu'à proximité du local de stockage de produits dangereux.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 20 : Substance soumise à la procédure de l'Autorisation REACH

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18 décembre 2006, article 35

**Thème(s) :** Produits chimiques, REACH : Accès FDS aux travailleurs et représentants

**Prescription contrôlée :**

« Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. »

**Constats :**

Les fiches de données de sécurité sont disponibles en version papier au niveau de la salle de quart, ainsi que sur serveur informatique. Leur mise à jour est effectuée dès notification par le producteur. En cas de mise en œuvre de nouveaux produits, une « causerie » (point sécurité régulier avec les équipes) est réalisée afin de le présenter au personnel. L'exploitant indique en outre que l'ensemble du personnel est formé au risque chimique (niveau 1).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 21 : Déclaration des accidents/incidents

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 7 août 2025, article R 512-69

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accident

**Prescription contrôlée :**

« L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à

jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. »
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est régulièrement concerné par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>des détections de radioactivité, principalement dues à des couches de personnes ayant reçu des traitements contenant des radionucléides (en service de curiethérapie et/ou de médecine nucléaire par exemples). Ces déchets sont gérés en décroissance après expertise dans une cuve dédiée, avant d'être traités avec le reste des déchets ;</li> <li>des explosions de bouteilles de protoxyde d'azote dans les fours, dont la dernière en date du 29 juillet a causé d'importants dégâts en soufflant la voûte du four. L'exploitant indique que la détection de ces bouteilles en amont des fours pose une réelle difficulté, et qu'à ce stade, la profession ne dispose d'aucun moyen pour éviter ce genre d'évènement. Afin de protéger le personnel, certaines zones ont été balisées avec la mention de risque de projection. Ces incidents requièrent régulièrement des arrêts fortuits de la ligne pour procéder à des changements de matériels.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra poursuivre la recherche de solution dans le but de limiter, voire supprimer, les occurrences d'incident liés à des explosions de bouteilles de protoxyde d'azote. L'exploitant tient informée l'inspection des actions préventives à envisager pour mieux détecter et piéger ce type d'intrants avant leur envoi dans les fours d'incinération. L'exploitant poursuivra l'élaboration des fiches d'incident BARPI traçant l'ensemble de ces incidents à fréquence annuelle au moins.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suite</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

## N° 22 : Propreté du site

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 2 août 2004, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des installations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant assure la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation, et veille à ce que les véhicules sortant de l'installation ne puissent pas conduire au dépôt de déchets sur les voies publiques d'accès au site.</p> <p>L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus. Lorsqu'ils relèvent de la responsabilité de l'exploitant, les abords de l'installation, comme par exemple l'entrée du site ou d'éventuels émissaires de rejets, sont l'objet d'une maintenance régulière. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Si le site est globalement propre, il a été constaté la présence de déchets en bordure de voiries au niveau des quais de transfert exploités par Véolia. L'exploitant indique que la fauche récente des abords a fait ressortir ces déchets, et qu'une demande va être faite à Véolia pour le nettoyage de la zone bordant le quai de transfert.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra veiller à limiter les envois de déchets et à procéder au nettoyage du site et de ses abords aussi fréquemment que nécessaire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suite</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

